

**L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, j'ignore sur quoi le député se fonde pour énoncer la position de M. Bertrand. S'il veut bien m'éclairer, je répondrai volontiers à sa question. Mais s'il veut tout simplement savoir si nous nous proposons pour l'instant de créer une commission royale d'enquête, j'aimerais tenir sa question pour un préavis et lui donner une réponse précise demain ou lundi.

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, je sais gré au ministre de tenir la question pour préavis. Le premier ministre Bertrand a déclaré qu'il a écrit une lettre le 27 novembre...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député voudrait-il poser sa question directement?

**M. Woolliams:** Oui, monsieur l'Orateur. Le ministre nous dirait-il si le gouvernement a reçu une lettre du premier ministre Bertrand au sujet du service central des renseignements établi par le gouvernement fédéral, et si le Québec y prend une part active, comme les autres provinces canadiennes?

**L'hon. M. McIlraith:** Monsieur l'Orateur, M. Bertrand a écrit une lettre le 21 novembre 1967, en réponse à celle, datée du 6 novembre 1967, du solliciteur général de l'époque. Il y traitait de cette question.

**M. Woolliams:** Le ministre voudrait-il répondre à la dernière partie de la question? Le Québec prend-il, comme les autres provinces, une part active à ce service central des renseignements établi par le gouvernement fédéral?

**L'hon. M. McIlraith:** Non, monsieur l'Orateur, le Québec n'y participe pas pour le moment, mais il existe une très grande collaboration entre le gouvernement fédéral et les autorités de la police québécoise. Les rapports entre la gendarmerie royale et la police provinciale de Québec sont excellents et suivis à l'heure actuelle.

## L'AGRICULTURE

### LE MAÏS—LES POURPARLERS AVEC LES ÉTATS-UNIS AU SUJET DU DUMPING

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture étant revenu, pourrait-il répondre à la question que j'ai posée au ministre suppléant lundi dernier? Il s'agissait de la visite qu'il a rendue au secrétaire d'État à l'Agriculture des États-Unis à Washington au sujet du dumping de maïs américain au Canada.

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, relativement à la question du député d'Oxford le 7 octobre, question qu'il a répétée aujourd'hui, je répondrais qu'il y a déjà eu des entretiens à ce sujet entre les fonctionnaires du gouvernement canadien et ceux du gouvernement américain à Washington. De fait, il se tiendra une autre réunion et d'autres pourparlers s'engageront demain matin. J'ai essayé de communiquer avec le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Freeman, à ce sujet. Peut-être devrais-je informer les députés qu'il y a eu un mort dans sa famille au début de la semaine, ce qui a rendu un peu plus difficile la situation.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le ministre dirait-il s'il a accepté la demande des fermiers qui voudraient que leur représentant l'accompagne lors d'une visite qu'il pourrait faire à Washington?

**L'hon. M. Olson:** Je pense qu'on se leurre sur la possibilité de ma visite à Washington. J'ai dit que nous prendrions contact avec le gouvernement américain. Nous l'avons fait et des pourparlers se poursuivent à l'heure actuelle. Je suis certain que le chef de l'opposition ne voudrait pas que je nuise en aucune façon à ces entretiens en faisant des déclarations ici, tandis qu'ils sont en cours.

**M. Horner:** Vous avez dit aux cultivateurs que leur représentant vous accompagnerait.

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné qu'il est à étudier le problème des importations américaines de maïs, est-ce qu'il peut en même temps considérer les importations américaines de tomates, plus particulièrement dans les Cantons de l'Est, où les récoltes doivent rester dans les champs à cause de ces importations?

[Traduction]

**L'hon. M. Olson:** Monsieur l'Orateur, mon ministère n'a pas été averti que le problème des tomates est aussi grave que le député l'a signalé, mais je peux lui dire que le ministère de l'Agriculture s'intéresse vivement à toutes les denrées.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### OFFRE PRÉSUMÉE DE LA FRANCE DE VENDRE DU BLÉ AU-DESSOUS DU PRIX CONVENU

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au